



45, rue Kléber  
92300 LEVALLOIS PERRET

## **Centre de formation d'ingénieurs par l'alternance (CEFIPA)**

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

**Exercice clos le 31 décembre 2025**

## **Centre de formation d'ingénieurs par l'alternance (CEFIPA)**

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

Siège social : 93 Boulevard de la Seine 92000 Nanterre

SIREN : 409 003 423

# **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'assemblée générale de l'association Centre de formation d'ingénieurs par l'alternance (CEFIPA),

## **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Centre de formation d'ingénieurs par l'alternance (CEFIPA) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

## **Fondement de l'opinion**

### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

### **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application des règlements ANC n°2022-06 et ANC n°2023-03 exposées au paragraphe « Changements comptables » de la partie « 3. Principes comptables et méthodes de base » de l'annexe des comptes annuels.

## Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

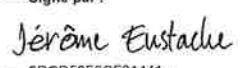
Le Commissaire aux comptes

Forvis Mazars SA

Levallois-Perret, le 16 juin 2026

Jérôme EUSTACHE

Associé

Signé par :  
  
3DCD59F6CF01441...



## CENTRE DE FORMATION D'INGENIEURS PAR L'ALTERNANCE

---

### COMPTES ET ANNEXES 2025

**Association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901**

**Siège social : 93 Boulevard de la Seine - 92 000 NANTERRE**

## Table des matières

1. BILAN ET COMPTE DE RESULTAT .....	3
2. FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE.....	6
3. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES DE BASE .....	6
3.1. Immobilisations corporelles et incorporelles.....	9
3.2. Créances et dettes .....	9
3.3. Disponibilités.....	9
3.4. Subventions .....	9
4. ANALYSE DES PRINCIPAUX POSTES DU BILAN .....	10
4.1. Les immobilisations.....	10
4.2. Les créances .....	11
4.3. La trésorerie .....	12
4.4. Les charges constatées d'avance .....	12
4.5. Les fonds propres.....	12
4.6. Les fonds dédiés .....	12
4.7. Les provisions pour risques et charges.....	13
4.8. Les dettes .....	13
5. ANALYSE DES PRINCIPAUX POSTES DU COMPTE DE RESULTAT .....	14
5.1. Les charges .....	14
5.2. Les produits .....	16
5.3. Le résultat .....	17
6. AUTRES INFORMATIONS.....	17
7. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE.....	21

# 1. BILAN ET COMPTE DE RESULTAT

CEFIPA : Bilan Actif au 31/12/2025

CEFIPA - BILAN ACTIF AU 31/12/2025				
ACTIF	Exercice 2025			Exercice 2024
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
Frais d'établissement (I)				
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	568 507	489 840	78 667	162 670
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	11 519 714	8 930 713	2 589 001	3 436 495
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
<b>Total II</b>	<b>12 088 220</b>	<b>9 420 553</b>	<b>2 667 668</b>	<b>3 599 165</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	706 113		706 113	873 403
<i>Créances reçues par legs ou donations</i>				
Autres créances	1 775 825		1 775 825	5 896 633
Charges constatées d'avance				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	2 502 207		2 502 207	2 202 513
<b>Total III</b>	<b>4 984 145</b>	<b>0</b>	<b>4 984 145</b>	<b>8 972 549</b>
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Ecart de conversion et différences d'évaluation Actif (VI)				
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V+VI)</b>	<b>17 072 365</b>	<b>9 420 553</b>	<b>7 651 812</b>	<b>12 571 713</b>

## CEFIPA : Bilan Passif au 31/12/2025

PASSIF	Exercice 2025	Exercice 2024
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves	762 819	1 105 461
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	762 819	1 105 461
Autres		
Report à nouveau	1 190 135	866 801
Excédent ou déficit de l'exercice	-122 085	-19 309
<b>Situation nette (sous total)</b>	<b>1 830 869</b>	<b>1 952 954</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	2 108 183	2 839 502
Provisions réglementées		
<b>Total I</b>	<b>3 939 053</b>	<b>4 792 456</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	40 564	37 624
<b>Total II</b>	<b>40 564</b>	<b>37 624</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
<b>Total III</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Instruments financiers à terme		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	2 262 449	6 306 073
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	2 601	3 531
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	16 223	49 800
Autres dettes	131 796	122 682
Produits constatés d'avance	1 259 128	1 259 547
<b>Total IV</b>	<b>3 672 196</b>	<b>7 741 633</b>
Ecart de conversion et différences d'évaluation Passif (V)		
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>7 651 812</b>	<b>12 571 713</b>



## CEFIPA : Compte de résultat au 31/12/2025

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2025	Exercice 2024
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	6 444 743	6 369 457
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 382 013	739 879
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions		4 007
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	600 000	
Utilisations des fonds dédiés		13
Autres produits		
<b>Total I</b>	<b>8 426 756</b>	<b>7 113 356</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	7 332 423	6 838 030
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés		
Salaires		
Cotisations sociales		
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	940 459	1 226 692
Dotations aux provisions		
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	242 888	
Report en fonds dédiés	2 940	32 731
Autres charges	38 367	37 424
<b>Total II</b>	<b>8 557 076</b>	<b>8 134 877</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>-130 320</b>	<b>-1 021 521</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	10 837	14 711
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change		
Produits des immobilisations financières cédées		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
<b>Total III</b>	<b>10 837</b>	<b>14 711</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
<b>Total IV</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>10 837</b>	<b>14 711</b>
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)</b>	<b>-119 484</b>	<b>-1 006 810</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)</b>		<b>991 033</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)</b>		
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>0</b>	<b>991 033</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	2 601	3 531
<b>Total des produits (I + III + V)</b>	<b>8 437 592</b>	<b>8 119 100</b>
<b>Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>8 559 677</b>	<b>8 138 408</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>-122 085</b>	<b>-19 309</b>

## 2. FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

Une nouvelle section de formation Bachelor est ouverte par le CESI en 2025 : Responsable Amélioration Continue en Industrie en admission parallèle en 1 an (Bachelor RPI).

CEFIPA continue de participer au projet France 2030 « Mona, mon apprentissage en Europe » porté par l'association Euro App Mobility (EAM), pour développer Erasmus+ dans l'alternance. Ce PIA financera 70% d'un budget de 491 k€ sur 4 ans.

L'année 2025 a été marquée par un contexte économique et géopolitique international instable propice à l'inflation et les fluctuations des marchés.

La guerre en Ukraine se poursuit ainsi que le conflit israélo-palestinien. N'ayant pas d'activité dans les régions concernées par les conflits, le CFA n'est donc pas directement impacté.

La politique des Etats-Unis suscite également des préoccupations concernant la stabilité dans le monde.

### Réforme du financement de l'apprentissage

La réforme du financement de l'apprentissage, entrée en vigueur au 1er juillet 2025, modifie plusieurs paramètres financiers pour les organismes de formation et les employeurs. Elle prévoit notamment :

- La mise en place d'une participation obligatoire de 750 € par contrat pour les employeurs d'apprentis préparant une certification de niveau 6 ou supérieur (BAC+3 et plus), recouvrée par les centres de formation d'apprentis (CFA).
- Le versement des financements au prorata temporis journalier, permettant une meilleure adéquation entre la durée effective des contrats et les montants perçus, et l'introduction d'un solde de 10 % versé après constatation de service fait pour éviter les situations de trop-perçus.
- Une minoration de 20 % du niveau de prise en charge pour les formations dispensées à distance à hauteur d'au moins 80 % de leur durée totale, afin d'aligner le financement sur les coûts réels des modalités pédagogiques.

En outre, la baisse des aides à l'embauche et la baisse de l'assiette d'exonération de cotisations sociales pour l'apprentissage et l'assujettissement à la CSG et à la CRDS de la rémunération versée aux apprentis réduisent l'attractivité financière de l'apprentissage pour les entreprises.

La réforme n'a pas d'impacts comptables.

## 3. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES DE BASE

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 Décembre 2025, dont le total est de 7 651 812 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant une perte de (122 085) Euros. L'exercice a une durée de 12 mois couvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

### Changements comptables

L'Association a procédé à un changement de méthodes comptables obligatoire au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025 pour appliquer le règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022, modifiant le règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général ; ainsi que le règlement ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant divers règlements en coordination avec le règlement ANC n° 2022-06 et applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

Ce changement a été appliqué de manière prospective à compter du 1er janvier 2025 aux transactions survenues après la date de première application du 1er janvier 2025.

Les principaux changements qui résultent de la mise en œuvre du règlement ANC n°2022-06 au 1er janvier 2025 sont les suivants :

Les comptes de transferts de charges sont supprimés ;

La notion de résultat exceptionnel a été modifiée. Désormais, sont comptabilisés en résultat exceptionnel :

- les produits et les charges directement liés à un événement majeur et inhabituel, à savoir les charges et produits directement liés à l'événement ainsi qualifié et uniquement les charges et produits qui n'auraient pas eu lieu en l'absence de cet événement.
- Les écritures comptables d'origine purement fiscale, telles que définies et prévues par les règlements de l'autorité des normes comptables, sont comptabilisées en résultat exceptionnel (par exemple, les amortissements dérogatoires).

Ce changement de méthodes comptables n'a pas affecté les capitaux propres d'ouverture.

### **Impacts de présentation relatifs à l'exercice 2024**

#### **Charges constatées d'avance**

Dans le modèle 2025 du bilan (article 821-1), les Charges Constatées d'Avance ne constituent plus un poste autonome distinct.

Elles sont désormais présentées dans la rubrique : « Créances – Charges constatées d'avance »

Ainsi, les CCA figurant à l'actif au 31/12/2024 ont été reclassées dans le poste « Créances » dans les comparatifs.

Ce reclassement n'a aucune incidence sur le total de l'actif circulant ni sur la situation financière.

#### **Résultat exceptionnel**

Conformément à la nouvelle définition du résultat exceptionnel introduite par le règlement ANC 2022-06 (article 513-5), les rubriques précédemment détaillées ont été regroupées sous deux postes uniques :

- Produits exceptionnels,
- Charges exceptionnelles.

Ce regroupement vise à simplifier la lecture des états financiers et à aligner la présentation des comptes 2024 sur la structure 2025, sans affecter le montant du résultat exceptionnel.

### **Impacts du changement de méthode sur l'exercice 2025**

#### **Modification des états primaires**

Les modèles du bilan et du compte de résultat ont été révisés conformément aux articles 821-1 (bilan) et 821-2 (compte de résultat), entraînant :

- l'intégration des charges et produits conformément à la nouvelle trame,
- la suppression de postes anciens tels que les transferts de charges,
- l'application de la nouvelle définition du résultat exceptionnel.

L'application des nouvelles règles de présentation du résultat, issues du règlement ANC 2022-06, a conduit à modifier l'affectation d'une charge en 2025. Ainsi :

- La quote part des subventions d'investissement virée au résultat de 854 552,76 euros comptabilisée au titre de l'exercice a été enregistrée dans le poste "Produits d'exploitation" / "Concours publics et subventions d'exploitation", conformément au nouveau périmètre du résultat courant. Selon la présentation applicable en 2024, ce montant aurait été inscrit en "Produits exceptionnels" / "sur opérations en capital" .

- Les produits de cessions d'immobilisations corporels de 599 000,00 euros comptabilisée au titre de l'exercice ont été enregistrés en "Produits d'exploitation" / "Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles", conformément au nouveau périmètre du résultat courant. Selon la présentation applicable en 2024, ce montant aurait été inscrit en "Produits exceptionnels" / "sur opérations de gestion".

- Les produits de cessions d'immobilisations incorporelles de 1 000,00 euros comptabilisée au titre de l'exercice ont été enregistrés en "Produits d'exploitation" / "Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles", conformément au nouveau périmètre du résultat courant. Selon la présentation applicable en 2024, ce montant aurait été inscrit en "Produits exceptionnels" / "sur opérations de gestion".

Ces reclassements n'ont pas d'incidence sur le résultat net mais modifie la ventilation entre résultat courant et résultat exceptionnel. Ces modifications n'ont aucune incidence sur le résultat net, mais modifient la lecture des performances opérationnelles et financières.

Changement de réglementation comptable affectant l'entité

Avant changement de réglementation	Après changement de réglementation	Montant au 31/12/2024
Disponibilités	Valeurs mobilières de placement / Disponibilités	2 202 513
Produits exceptionnels / Sur opérations en capital	Produits exceptionnels	991 033
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions	4 007

Les conventions générales ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

Image fidèle  
Comparabilité et continuité d'activité  
Régularité et sincérité  
Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre sous réserve des précisions ci-dessous  
Indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

## Organisation

Le CEFIPA exerce une activité de formation par apprentissage, avec le CFA Ingénieurs, qui regroupe les formations d'Ingénieurs et bachelors des partenaires CESI, CNAM et EPF.

Par convention, depuis la création du CEFIPA, la gestion administrative et financière est confiée à CESI et les activités de formation aux différents partenaires pédagogiques.

Les formations suivantes sont déclinées dans le cadre du CEFIPA et en partenariat avec l'ITII IDF :

- la formation d'ingénieur généraliste diplômé du CESI,
- la formation d'ingénieur Systèmes Electriques et Electroniques Embarqués (S3E) diplômé du CESI,
- la formation Bachelor Maintenance et DATA diplômé du CESI
- trois formations d'ingénieurs diplômé du CNAM,
- la formation d'ingénieurs diplômé du CNAM spécialité Génie Nucléaire en convention avec le CESI,
- la formation d'ingénieurs diplômé de l'EPF,
- depuis la rentrée 2022, la formation Bachelor en Ingénierie, Numérique et Stratégie Marketing diplômé de l'EPF,
- depuis la rentrée 2025 la formation Bachelor RPI diplômé du CESI (Responsable Amélioration Continue)

La responsabilité financière et administrative de ces formations relève du CEFIPA ainsi que les fonctions de recrutement, communication, gestion administrative liée aux aspects financiers et au suivi comptable des effectifs en formation pour lesquelles le CEFIPA a mis en place une cellule transversale, dénommée « cellule commune » dont le coût est imputé par le CESI aux dix formations au prorata de leur niveau d'activité.

La responsabilité pédagogique des différentes formations incombe à chaque établissement d'accueil qui en facture le coût au CEFIPA.

### 3.1. Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

Agencements et Installations	10 ans
Matériel et Mobilier	5 ans
Matériel informatique et Logiciel	3 ans

### 3.2. Créances et dettes

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale, une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### 3.3. Disponibilités

Les liquidités disponibles ont été évaluées pour leur valeur nominale.

### 3.4. Subventions

Les subventions d'investissement sont rapportées au compte de résultat en fonction de la durée d'amortissement des immobilisations concernées.

Les subventions liées au projet pluriannuel « Mona, mon apprentissage en Europe » sont comptabilisées :

- En produits pour la part affectée dans la convention à l'exercice 2025, les produits rattachés aux exercices suivants étant comptabilisés en produits constatés d'avance
- En fonds dédiés pour la part des financements 2025 non consommés à la clôture de l'exercice, les financements étant fléchés à ce projet spécifique.

Le solde de subvention à recevoir sur le montant total conventionné est comptabilisé dans le poste « Autres créances ».

## 4. ANALYSE DES PRINCIPAUX POSTES DU BILAN

### 4.1. Les immobilisations

L'actif immobilisé s'élève à 12 088 220 € compte tenu des investissements réalisés sur l'exercice et de la cession des immobilisations.

Les immobilisations acquises en 2025 s'élèvent à 251 849 € de logiciels, matériels informatiques et outillages pédagogiques et représentent un reliquat du projet d'investissements 2024 pour les formations CESI.

Le CFA bénéficie par ailleurs, des moyens matériels (administratifs et pédagogiques) mis à disposition par le CESI, par le CNAM et par l'EPF.

Il n'y pas d'immobilisations mises au rebut sur l'exercice 2025.

En revanche, l'ensemble des immobilisations relatives aux formations de l'EPF, d'une valeur de 1 369 519 €, a été cédé à l'EPF en 2025.

Compte tenu de la dotation aux amortissements de l'exercice de 940 459 € et de la cession des immobilisations correspondant à 1 126 631 € d'amortissements cumulés, le cumul des amortissements s'élève à **9 420 553 €**.

La valeur résiduelle de l'ensemble des investissements réalisés représente **2 667 668 €**

### Variation des immobilisations incorporelles et corporelles au 31/12/2025

Libellé du compte	Compte au bilan	Valeur au début de la période	Augmentation		Diminution		Valeur à la fin de l'exercice
			Acquisition	Virt de poste	Virt de poste	Cession/Mise au rebut	
LOGICIEL PEDAG	20510000	411 511				10 128	401 383
LOGICIEL NON PEDAG	20520000	167 124					167 124
<b>Sous totaux Logiciel</b>		<b>578 635</b>	-	-	-	<b>10 128</b>	<b>568 507</b>
IMMOBILISATION INCORPOREL EN COURS	23280000	-					-
<b>Sous totaux Immo incorpo en cours</b>		<b>-</b>	-	-	-	-	<b>-</b>
<b>Total Immo incorpo</b>		<b>578 635</b>	-	-	-	<b>10 128</b>	<b>568 507</b>
MATERIELS INDUSTRIEL	21540000	2 308 232	93 680			298 049	2 103 864
MATERIEL INDUSTRIEL - NON SUBVENTIONNES	21540001	354 653				57 600	297 053
<b>Sous totaux Outillage Ind.</b>		<b>2 662 886</b>	<b>93 680</b>		-	<b>355 649</b>	<b>2 400 917</b>
INSTALLATIONS GENERALES AGENCEMENTS AMENAGEMENTS DIVERS	21810000	7 121 823				115 314	7 006 509
INSTALLATIONS GENERALES AGENCEMENTS AMENAGEMENTS DIVERS - NON SUBVENTIONNES	21810001	1 434					1 434
<b>Sous totaux agencement</b>		<b>7 123 257</b>	-		-	<b>115 314</b>	<b>7 007 943</b>
MATERIEL DE BUREAU PEDAGOGIQUE	21831000	604 721	143 735			14 364	734 093
MATERIEL INFORMATIQUE PEDAGOGIQUE	21834000	1 239 619	18 034			629 744	627 908
MATERIEL INFORMATIQUE PEDAGOGIQUE - NON SUBVENTIONNES	21834001	67 055					67 055
MOBIILIER DE BUREAU NON PEDAGOGIQUE	21842000	897 701				247 920	649 782
MOBIILIER DE BUREAU ADMINISTRATIF - NON SUBVENTIONNES	21842001	32 016					32 016
<b>Sous totaux materiel et mobilier</b>		<b>2 841 113</b>	<b>161 769</b>	-	-	<b>892 028</b>	<b>2 110 854</b>
IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS - INSTALLATIONS MATERIELS OUTILLAGES	23150000	-					-
<b>Sous totaux Immo corpo en cours</b>		<b>-</b>	-	-	-	-	<b>-</b>
<b>Total Immo corpo</b>		<b>12 627 255</b>	<b>255 449</b>	-		<b>1 362 991</b>	<b>11 519 714</b>
<b>TOTAUX</b>		<b>13 205 890</b>	<b>255 449</b>	-	-	<b>1 373 119</b>	<b>12 088 220</b>

Variation des amortissements au 31/12/2025

Libellé du compte :	Compte au bilan	Valeur au début de la période	Augmentation		Diminution		Valeur à la fin de l'exercice
			Acquisition	Vet de poste	Cession/Mise au rebut	Vet de poste	
AMORT. LOGICIEL PEDAG	28051000	327 748	27 459		9 292		345 915
AMORT. LOGICIEL NON PEDAG	28052000	88 217	55 708				143 925
<i>Total Amort. Immo incorporé</i>		<i>415 965</i>	<i>83 167</i>		<i>9 292</i>		<i>489 840</i>
AMORT. MATERIELS INDUSTRIELS	28154000	2 010 890	111 393		210 785		1 911 499
AMORT. MATERIELS INDUSTRIELS- NON SUBVENTIONNES	28154001	157 644	61 336		32 446		186 534
<i>Sous Total Outillages Ind.</i>		<i>2 168 535</i>	<i>172 729</i>		<i>243 231</i>		<i>2 098 033</i>
AMORT. INSTALLATIONS GENERALES AGENCEMENTS AMENAGEMENTS DIVERS	28181000	4 687 612	523 447		35 447		5 175 612
AMORT. INSTALLATIONS GENERALES AGENCEMENTS AMENAGEMENTS DIVERS - NON S	28181001	472	143				616
<i>Sous totaux Agencement</i>		<i>4 688 084</i>	<i>523 590</i>		<i>35 447</i>		<i>5 176 227</i>
AMORT. MATER. PEDAG	28183100	307 293	97 291		10 764		393 821
AMORT. MATER. INFO PEDAG	28183400	1 136 158	35 196		617 143		554 211
AMORT. MATERIEL INFORMATIQUE PEDAGOGIQUE - NON SUBVENTIONNES	28183401	55 930	6 668				62 598
AMORT. MOBIL. DE BUREAU, NON PEDAG	28184200	813 122	15 413		210 754		617 782
AMORT. MOBILIER DE BUREAU ADMINISTRATIF - NON SUBVENTIONNES	28184201	21 638	6 403				28 041
<i>Sous totaux matériel et mobilier</i>		<i>2 334 141</i>	<i>160 972</i>		<i>838 661</i>		<i>1 656 453</i>
<i>total Amort. Immo corpore</i>		<i>9 190 760</i>	<i>857 291</i>		<i>1 117 339</i>		<i>8 930 713</i>
<b>TOTAUX</b>		<b>9 606 725</b>	<b>940 459</b>		<b>1 126 631</b>		<b>9 420 553</b>

## 4.2. Les créances

Les créances nettes se décomposent ainsi :

• Clients Entreprises	74 478 €
• Clients OPCO	153 829 €
• Clients Entreprises - Factures à établir	111 577 €
• Clients OPCO - Factures à établir	366 229 €
• Acomptes versés aux fournisseurs CESI, CNAM, EPF	1 573 858 €
• Subvention projet MONA à recevoir jusqu'à 2026	111 289 €
• Subvention d'investissement à recevoir (OPCO 2i)	82 078 €
• Avoir à obtenir de la part du fournisseur	3 600 €
• Avances versés aux stagiaires (aide au permis de conduire)	5 000 €

**Total des créances****2 481 938 €**

Etat des échéances des créances à la clôture de l'exercice :

Créances	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an
Créances clients, usagers et comptes rattachés	706 113	706 113	0
Autres créances	1 775 825	1 775 825	0
<b>TOTAL</b>	<b>2 481 938</b>	<b>2 481 938</b>	<b>0</b>

Produits à recevoir	2025
Produits à recevoir OPCO	520 058
Produits à recevoir Entreprise	189 655
<b>Produits à recevoir</b>	<b>709 713</b>

#### 4.3. La trésorerie

La trésorerie est disponible auprès de la Banque CIC et se décompose au 31 décembre 2025 de la manière suivante :

Compte courant bancaire	1 831 265 €
Compte sur livret	670 942 €

Soit une trésorerie totale de **2 502 207 €**

#### 4.4. Les charges constatées d'avance

Néant.

#### 4.5. Les fonds propres

Fonds propres	Au 01/01/2025 avant affectation de résultat	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/12/2025
Réserves pour projet de l'entité (investissements)	1 105 461	120 000	-462 642	762 819
Reports à nouveau	866 801	342 642	-19 309	1 190 135
Résultat exercice antérieur	-19 309	19 309		0
Résultat de l'exercice	0		-122 085	-122 085
Subventions d'équipements nettes	2 839 502	123 234	-854 553	2 108 183
<b>Fonds propres</b>	<b>4 792 456</b>	<b>605 184</b>	<b>-1 458 588</b>	<b>3 939 053</b>

Subventions d'équipements	Au 01/01/2025	Subventions accordées	Subventions soldées	Solde au 31/12/2025
Subventions d'équipement - collectivités	1 364 094			1 364 094
Autres subventions d'investissement	8 163 035		- 1 138 813	7 024 223
Subventions privées d'investissement	2 456 456	123 234	- 99 771	2 479 919
Subventions d'équipement inscrites au résultat	- 9 144 083	- 680 918	1 064 949	- 8 760 052
<b>Subventions d'équipement nettes</b>	<b>2 839 502</b>	<b>- 557 684</b>	<b>- 173 635</b>	<b>2 108 183</b>

#### 4.6. Les fonds dédiés

Tableau de suivi des fonds dédiés sur subventions de fonctionnement affectées :



Subvention MONA	Montant initial (compte 7400)	Subvention consommée (compte 7400)	Fonds dédiés à engager au début de l'exercice (compte 194)	Utilisation au cours de l'exercice (compte 7894)	Engagements à réaliser sur nouvelles ressources affectées (compte 6894)	Fonds restant à engager en fin d'exercice (compte 194)	Révision du budget global du projet (compte 7400)	PCA en fin d'exercice (compte 4879)
			A	B	C	D = A - B + C		
2022	32 310 €	32 310 €	- €		- €	- €		- €
2023	62 808 €	57 916 €	- €		4 893 €	4 893 €		268 099 €
2024	99 861 €	67 129 €	4 893 €		32 731 €	37 624 €	19 745 €	148 494 €
2025	74 247 €	71 307 €	37 624 €		2 940 €	40 564 €		74 247 €
<b>TOTAL</b>	<b>269 226 €</b>	<b>228 662 €</b>			<b>40 564 €</b>			

## 4.7. Les provisions pour risques et charges

Néant.

## 4.8. Les dettes

Les dettes de **3 672 196 €** se décomposent ainsi :

- Fournisseurs d'immobilisations 3 600 €
- Fournisseurs - Factures Non Parvenues 2 275 072 €
  - dont
    - factures CNAM 1 348 308 €
    - factures EPF 884 672 €
    - honoraires CAC 22 325 €
    - AddUp – 2022 licence annuelle 6 000 €
    - frais bancaires 1 144 €
    - immo 12 623 €
- Dettes fiscales et sociales 2 601 €
- Produits constatés d'avance OPCO 1 167 620 €
- Produits constatés d'avance Entreprises 17 261 €
- PCA projet MONA 74 247 €
- Mobilité internationale 106 554 €
- Avoirs à établir 15 972 €
- Avances et acomptes reçus 9 269 €

**Total des dettes 3 672 196 €**

Etat des échéances des dettes à la clôture de l'exercice :

Dettes	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an et cinq ans de plus	Échéance à plus de cinq ans
Dettes Fournisseurs	2 262 449	2 262 449		
Dettes fiscales et sociales	2 601	2 601		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	16 223	16 223		
Autres dettes	131 796	131 796		
Produits constatés d'avance	1 259 128	1 259 128		
<b>TOTAL</b>	<b>3 672 196</b>	<b>3 672 196</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

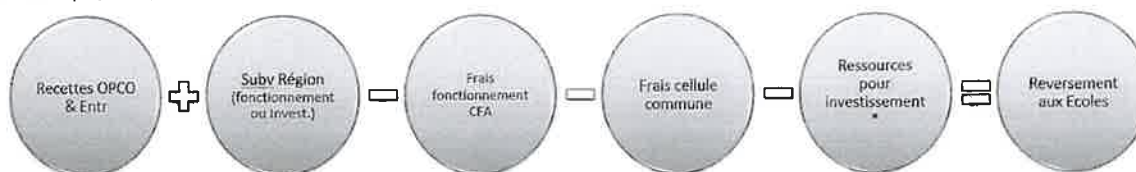
Charges à payer	2025
Dettes fournisseurs et comptes rattachés *	2 278 672
Dettes fiscales et sociales	2 601
<b>Charges à payer</b>	<b>2 281 273</b>

Produits constatés d'avance	2025
OPCO	1 167 620
Entreprise	17 261
Projet Mona	74 247
<b>Produits constatés d'avance</b>	<b>1 259 128</b>

## 5. ANALYSE DES PRINCIPAUX POSTES DU COMPTE DE RESULTAT

### 5.1. Les charges

Compte tenu de l'évolution des financements et des nouvelles conventions de partenariat Cefipa/CNAM, Cefipa/Cesi et Cefipa/EPF, les reversements aux écoles sont calculés ainsi depuis 2024 :



\*Ressources nécessaires pour les investissements N de la section s'il y en a

Le CEFIPA s'engage à reverser à l'école-partenaire le niveau de prise en charge (NPEC) versé par l'OPCO et l'éventuel reste à charge versé par l'entreprise relatifs à chaque contrat d'apprentissage :

- Dans la limite des sommes effectivement perçues par le CEFIPA au titre du contrat d'apprentissage,

- Déduction faite de la contribution financière annuelle destinée à couvrir les frais de fonctionnement du CEFIPA, hors prestations réalisées par les opérateurs pédagogiques,
- Déduction faite de la part dédiée au financement des dépenses de la cellule commune,
- Déduction faite de la contribution au financement des besoins en investissements mis à disposition de l'UFA par le CEFIPA, si cela est prévu au budget

Au titre de l'exercice 2025, la facturation des formations par l'Association CESI, le CNAM et l'EPF tous diplômes confondus, s'élève à 6 784 560 € soit 6 697 592 € au titre des neuf formations et 86 968 € au titre du projet MONA.

#### Formation Ingénieur Généraliste CESI

La facturation de la formation ingénieur Généraliste CESI s'est élevée à 3 120 136 € soit 9 398 € par apprenti sur la base d'un effectif pondéré de 332 apprentis.

#### Formation Ingénieur CESI spécialité S3E

La facturation de la formation ingénieur CESI spécialité S3E s'est élevée à 698 256 € soit 8 952 € par apprenti sur la base d'un effectif pondéré de 78 apprentis.

#### Formation Bachelor Maintenance

La facturation de la formation Bachelor Maintenance s'est élevée à 103 740 € soit 7 410 € par apprenti sur la base d'un effectif pondéré de 14 apprentis.

#### Formation Bachelor RPI

La facturation de la formation Bachelor RPI s'est élevée à 32 220 € soit 5 370 € par apprenti sur la base d'un effectif pondéré de 6 apprentis.

#### Formations Ingénieurs CNAM

Sur la base d'un effectif pondéré de 112 apprentis, la facturation des formations ingénieurs CNAM s'est élevée à :

- 167 552 € soit 1 496 € par apprenti, facturé par CESI
- 949 536 € soit 8 478 € par apprenti, facturé par le CNAM

#### Formation Ingénieur CNAM Génie Nucléaire

Sur la base d'un effectif pondéré de 66 apprentis, la facturation des formations ingénieurs CNAM GN s'est élevée à :

- 244 398 € soit 3 703 € par apprenti, facturé par CESI
- 398 772 € soit 6 042 € par apprenti, facturé par le CNAM

#### Formation Ingénieur EPF

Sur la base d'un effectif pondéré de 91 apprentis, la facturation de la formation ingénieur EPF s'est élevée à :

- 86 086 € soit 946 € par apprenti, facturé par CESI
- 774 592 € soit 8 512 € par apprenti, facturé par l'EPF

#### Formation Bachelor EPF

Sur la base d'un effectif pondéré de 16 apprentis, la facturation de la formation bachelor EPF s'est élevée à :

- 12 224 € soit 764 € par apprenti, facturé par CESI
- 110 080 € soit 6 880 € par apprenti, facturé par l'EPF

#### Projet MONA

Les charges facturées par CESI pour le projet MONA s'élèvent à 86 968 €.

Charges directes CEFIPA

Les charges engagées directement par l'association CEFIPA s'élèvent à 1 775 117 €.

**TOTAL DES CHARGES**

**8 559 677 €**

5.2. Les produits

Les produits du CEFIPA sont constitués des éléments suivants :

**5.2.1. Produits Entreprises, OPCO et pouvoirs publics**

- |               |             |
|---------------|-------------|
| • Entreprises | 218 873 €   |
| • OPCO        | 6 225 869 € |

Total des produits

**6 444 743 €**

## 5.2.2. Produits de tiers financeurs

### Subventions

Des subventions ont été attribuées au CEFIPA pour l'exercice 2025 :

- |  |           |
|--|-----------|
| • Subvention du Conseil Régional d'Ile de France liée à la majoration de la prise en charge des contrats d'apprentissage | 51 884 €  |
| • Subvention liée au projet MONA (dont 2 940 € de fonds dédiés non consommés)  | 74 247 €  |
| • Quote-part 2025 de subventions d'équipement rapportée au résultat de l'exercice  | 854 553 € |

En outre, on a constaté l'écart de + 3980 € sur une ancienne subvention Defi&Co.

Total des subventions	<b>984 664 €</b>
-----------------------	------------------

La subvention de fonctionnement du projet MONA porte sur le financement des frais liés à la mobilité des apprentis en Europe. Le montant total de cette subvention est de 343 473 € sur 4 ans.

### Frais mobilité internationale

Des frais du référent mobilité et des frais annexes stagiaires ont été facturés aux OPCO pour un total de 397 349 €

TOTAL des produits de tiers financeurs	<b>1 382 013 €</b>
--	--------------------

## 5.2.3. Autres produits

- |   |           |
|---|-----------|
| • Produits financiers                     | 10 837 €  |
| • Produits des cessions d'immobilisations | 600 000 € |

Total des autres produits	<b>610 837 €</b>
---------------------------	------------------

<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>8 437 592 €</b>
---------------------------	--------------------

## 5.3. Le résultat

L'exercice laisse apparaître un résultat négatif de	<b>-122 085 €</b>
---	-------------------

## 6. AUTRES INFORMATIONS

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes est de 22 325 € TTC dont 19 205 € sont liés à la certification légale (18 960 € TTC honoraires + 245 € estimation de frais de dossier).

Rémunération des dirigeants : néant. Le CEFIPA, en tant que CFA « hors murs », ne dispose pas de personnel.

À titre d'information, les comptes certifiés de l'exercice 2024 sont présentés ci-dessous :

## CEFIPA - BILAN ACTIF AU 31/12/2024

ACTIF	Exercice 2024		
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>			
<b>Immobilisations incorporelles</b>			
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	578 635	415 965	162 670
Immobilisations incorporelles en cours			
Avances et acomptes			
<b>Immobilisations corporelles</b>			
Terrains			
Constructions			
Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 662 886	2 168 535	494 351
Autres immobilisations corporelles	9 964 370	7 022 226	2 942 144
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
<b>Immobilisations financières</b>			
Participations et Créances rattachées			
Autres titres immobilisés			
Prêts			
Autres			
<b>Total I</b>	<b>13 205 890</b>	<b>9 606 725</b>	<b>3 599 165</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>			
Créances			
Créances clients, usagers et comptes rattachés	873 403		873 403
Autres	5 896 633		5 896 633
Disponibilités	2 202 513		2 202 513
Charges constatées d'avance			
<b>Total II</b>	<b>8 972 549</b>		<b>8 972 549</b>
Frais d'émission des emprunts (III)			
Primes de remboursement des emprunts (IV)			
Ecart de conversion Actif (V)			
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>22 178 439</b>	<b>9 606 725</b>	<b>12 571 713</b>

**CEFIPA - BILAN PASSIF AU 31/12/2024**

<b>PASSIF</b>	<b>Exercice 2024</b>
<b>FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS</b>	
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise	
Fonds propres avec droit de reprise	
Réserves	1 105 461
Réserves statutaires ou contractuelles	
Réserves pour projet de l'entité	1 105 461
Autres	
Report à nouveau	866 801
Excédent ou déficit de l'exercice	-19 309
<b>Situation nette (sous total)</b>	<b>1 952 954</b>
Fonds propres consommables	
Subventions d'investissement	2 839 502
Provisions réglementées	
<b>Total I</b>	<b>4 792 456</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>	
Fonds reportés liés aux legs ou donations	
Fonds dédiés	37 624
<b>Total II</b>	<b>37 624</b>
<b>PROVISIONS</b>	
<b>Total III</b>	
<b>DETTES</b>	
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	6 306 073
Dettes fiscales et sociales	3 531
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	49 800
Autres dettes	122 682
Produits constatés d'avance	1 259 547
<b>Total IV</b>	<b>7 741 633</b>
Ecart de conversion Passif (V)	
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>12 571 713</b>

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2024
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	
Cotisations	
Ventes de biens et services	
Ventes de prestations de service	6 369 457
dont parrainages	
Produits de tiers financeurs	
Concours publics et subventions d'exploitation	739 879
<b>Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges</b>	4 007
Utilisations des fonds dédiés	
Autres produits	
Autres produits	13
<b>Total I</b>	<b>7 113 356</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>	
Autres achats et charges externes	6 838 030
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 226 692
Dotations aux provisions	
Reports en fonds dédiés	32 731
Autres charges	
Aides financières	
Autres charges	37 424
<b>Total II</b>	<b>8 134 877</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>-1 021 521</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	
Autres intérêts et produits assimilés	14 711
<b>Total III</b>	<b>14 711</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>	
<b>Total IV</b>	
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>14 711</b>
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)</b>	<b>-1 006 810</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	
Sur opérations de gestion	
Sur opérations en capital	991 033
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	
<b>Total V</b>	<b>991 033</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	
Sur opérations de gestion	
Sur opérations en capital	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	
<b>Total VI</b>	
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>991 033</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)	
Impôts sur les bénéfices (VIII)	3 531
<b>Total des produits (I + III + V)</b>	<b>8 119 100</b>
<b>Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>8 138 408</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>-19 309</b>



## **7. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE**

Les états financiers de l'association ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité.

A la date d'arrêté des comptes par le conseil d'administration des états financiers 2025, la direction n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.